

Nous sommes en guerre, alors faisons-la !



Il est urgent que les Français s'unissent contre les ennemis de la France !

Nous sommes en guerre...

Nos gouvernants nous ont dit : « Nous sommes en guerre », sans nous dire contre qui ni quoi... D'une rare stupidité !

Nous, nous savons qui est l'ennemi. Et si nous sommes en guerre, faisons la guerre, car, de toute façon, tôt ou tard, elle va éclater cette guerre, et elle sera terrible. Alors, préparons-la, préparons-nous, battons-nous contre cet ennemi et écrasons le ou bien boutons-le hors de nos frontières. Peu nous importe ce qu'il lui adviendra. Ce n'est pas notre problème. Pas de sentimentalisme ridicule contre nos ennemis.

La France n'est pas un organisme social de charité ni une organisation philanthropique. La France est le pays des Français et de ceux qui y ont été accueillis et lui ont fait

honneur depuis des siècles, pas le pays de hordes de parasites sauvages et barbares dégénérés par la consanguinité et assoiffés de sang, qui ont l'écume aux lèvres de bêtise, de haine et d'envie de tuer.

Dire que nous sommes envahis par des aliens, insultés et menacés de toutes parts et agressés sauvagement sur notre terre dans notre droit, notre intégrité, notre vie et nos biens est un doux euphémisme. Nous n'en sommes d'ailleurs plus du tout au stade où il est encore utile de donner des preuves et des témoignages. On en a déjà donné des millions. Chaque citoyen français le vit au quotidien et ressent dans sa chair ce péril pour sa sécurité et ses jours.

Ce que deux policiers tués, un autre grièvement blessé et une touriste étrangère blessée, encore une fois, viennent de subir à Paris, aux Champs-Élysées, le 20 avril 2017.

Le gouvernement ne réagit pas, comme d'habitude. Il s'en fout. Il ne faut pas perturber le premier tour des élections. Deux ou trois flics en plus ou en moins, ça ne va pas se voir. Ils sont sacrifiés et entrent dans les pertes « acceptables. » On va avoir droit à la marche blanche, aux bougies, aux fleurs, à la cellule psychologique et l'affaire sera rapidement classée, enterrée, oubliée.

Notez le budget astronomique et inépuisable réservé aux cellules psychologiques, dans ce pays. La France produit davantage de psychologues que d'ouvriers qualifiés...

L'assassin (abattu), un psychopathe, déséquilibré, perturbé, criminel multirécidiviste et fiché comme terroriste, Karim Cheurfi (un nom japonais, sans doute), un « français » de 39 ans, était visé par une enquête antiterroriste pour avoir manifesté son intention d'assassiner des policiers. Selon des informations du « Parisien », *Il avait été condamné en février 2005 à 15 ans de réclusion pour trois tentatives d'homicide volontaire, dont deux visant des policiers. Il avait reconnu*

les faits lors de son procès en appel. En première instance, en 2003, devant une cour d'assises, il avait été condamné à 20 ans de réclusion criminelle. Sa dernière condamnation remonte à juillet 2014, pour des vols aggravés.

Tout d'abord, je dénie à cet individu le droit à la nationalité française. Français « de papiers », on sait ce que ça vaut...

Un terroriste sur le sol français ne PEUT PAS être Français.

La nationalité française devrait être systématiquement retirée de façon définitive et sans recours ni retour à tout citoyen (même Français de souche) coupable d'attentat terroriste contre la France et le peuple français, sans préjudice de 30 ans de prison incompressibles suivis de son expulsion.

Ensuite, que faisait-il en liberté ? Sa place était au fond d'une geôle humide, dans une forteresse ou dans un centre de détention psychiatrique à vie !

Et ils sont encore des milliers ou des dizaines de milliers, comme lui, dans la nature, en France. Tous connus. Les attentats ne font que commencer. D'ici 2020, nous aurons sans doute des milliers si ce ne sont des dizaines de milliers de morts supplémentaires, avec l'appui et la bénédiction de nos dirigeants.

Nous sommes en guerre...

Tout comme les Allemands (nos ennemis d'hier et nos amis d'aujourd'hui) en 1940, l'ennemi envahisseur est là, sur notre terre, nous dicte ses exigences et nous ordonne de nous soumettre à sa loi avec l'appui, le soutien et la collaboration active de nos élus, de nos « élites » intellectuelles, de nos médias déjà soumis comme des larves et de notre magistrature qui se vautre dans la trahison de son pays pour des raisons que l'on discerne mal. Une justice qui n'a plus aucune indépendance ni aucune neutralité et qui a

trahi son engagement moral, éthique et déontologique pour accepter de se soumettre au pouvoir exécutif auquel il est aujourd'hui subordonné et duquel il perçoit sa rémunération ou reçoit ses sanctions pour insubordination et refus d'appliquer ses directives.

Nous devons créer d'innombrables associations antiracistes (contre le racisme anti-blanc, anti-chrétien et anti-juif, car aujourd'hui la religion est une « race », selon nos juges !), tout comme nos ennemis, pour lutter mot pour mot et attaque pour attaque contre les agressions innombrables que la France supporte chaque jour, comme, notamment, les comportements de certains étrangers ou immigrants nationalisés et leurs troubles permanents à l'ordre public, leur insoumission à nos lois, mais aussi l'intégralité d'un certain « livre sacré » absurde et abject, véritable insulte à la face de toute l'humanité, dont chaque mot est une injure haineuse contre les Français, les juifs et les chrétiens, une menace et une promesse de mort, une incitation à la haine et au meurtre et à la destruction des Français, des juifs et des chrétiens et de toutes les civilisations de l'humanité.

Les tribunaux et les juges sont prompts à accueillir les plaintes des étrangers et des associations d'étrangers et d'ennemis de la France. A notre tour de submerger par des milliers de plaintes quotidiennes la justice française afin de la pousser à l'erreur et à la faute grave en rejetant, classant sans suite et déboutant systématiquement toutes nos plaintes en totale contradiction avec la constitution et le code civil qu'elle bafoue quotidiennement et les lois détournées qu'elle prétend invoquer et appliquer pour toujours donner raison au plaignants étrangers ennemis de la France et condamner iniquement des Français qui sont les seules victimes et martyrs dans leur vrai droit.

A propos de la justice : Article et vidéo : « Qui jugera les juges, incompetents ou militants ? »
<http://ripostelaique.com/qui-jugera-les-juges-incompetents-ou->

[militants-video.html](#)

Notre pays est gravement malade, notre justice est en perdition, comme tout le reste, d'ailleurs, et nos institutions ne sont plus utilisées que pour le service servile des étrangers ennemis du pays qui n'ont pour but que de le détruire et de remplacer son peuple.

Nous sommes en guerre.

La guerre est un état exceptionnel d'urgence et d'action pour un état, un pays, visant à préserver son intégrité territoriale et la sécurité de sa population.

La guerre implique la mobilisation d'une armée et si il n'y a pas d'armée, la mobilisation du peuple en arme.

Le peuple peut aussi faire appel à des armées étrangères qui acceptent de le soutenir.

Si le gouvernement de ce pays refuse de faire la guerre, le peuple a le droit légitime et le devoir de destituer ses dirigeants, de les arrêter, de les emprisonner et de mettre à sa tête de nouveaux dirigeants décidés à mener le combat.

Article 35 de la Constitution « montagnarde » du 24 juin 1793 :

« Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. »

De tous les textes fondateurs de la France, c'est celui qui allait le plus loin pour garantir la liberté et la démocratie.

Il est regrettable que cet article n'ait pas été repris dans la Déclaration des Droits de l'Homme de 1948.

Il nous reste néanmoins **l'article 30 de la DDH de 1948** qui

précise :

« Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant pour un Etat, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés. »

Nous trouvons ici la juste légitimité de faire la guerre à nos envahisseurs terroristes et conquérants (groupement d'individus) qui refusent de se soumettre à nos lois dans le but de nous imposer leurs lois et donc de viser à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés.

Cela permet de justifier une réponse policière et militaire appropriée, instantanée et efficace en représailles à toute agression commise contre la sécurité de nos populations par des populations antifrançaises violentes invoquant un droit quelconque d'insoumission et de belligérance contre notre pays et contre son peuple.

La peur devra changer de camp.

Cela permet, par ailleurs, la prise de mesures préventives massives de la force armée en vue de débarrasser notre pays de tous les parasites dangereux qui ne se cachent même pas de vouloir nous écraser et nous éliminer, soutenus en cela par des nations étrangères qui commanditent et financent leurs actions.

Seuls doivent être tolérés sur notre territoire, avec une mise à l'épreuve de 15 ans, les représentants de ces populations connus pour être bien intégrés, soumis à nos lois et respectueux de nos coutumes et traditions séculaires.

Les habitants des ghettos ne peuvent en aucun cas être reconnus comme bien intégrés ni soumis et les ghettos doivent faire l'objet d'une reprise en main de la République et d'une surveillance et d'un contrôle permanent de ses populations.

Nous sommes en guerre.

Avec la complicité de nos dirigeants européens et nationaux.

Le combat ne fait que commencer.

Quel que soi celui ou celle qui sera élu président, je n'ai aujourd'hui plus confiance en personne. Ils nous ont tous trahi depuis et pendant des décennies (sauf Marine Le Pen qui n'a pas vraiment eu le pouvoir en France) et ils continueront à le faire. La France ira de plus en plus mal et aucun d'eux n'est en mesure de faire changer les choses, car le pouvoir a été volé par l'UE. Par ailleurs, ils ne visent tous qu'à nous spolier de nos droits et de nos richesses et les redistribuer à nos ennemis.

Sortir de l'Europe et fermer nos frontières doit être notre priorité, car sans cela c'est l'enfer qui nous attend.

Ne croyez pas ceux qui disent que sans l'UE nous ne seront plus rien. Bien au contraire, notre cancer commencera à régresser et nous pourrons alors retrouver notre vraie France d'avant.

Il y aura des difficultés, mais elles ne seront rien à côté de celles qui nous attendent si nous ne réagissons pas !

La France est à nous et elle le restera !

Laurent Droit